

LA PANDÉMIE A CRÉÉ UN AVENIR INCERTAIN POUR LES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE AU CANADA

Faits saillants d'un sondage national

Martha Friendly, Barry Forer et Rachel Vickerson

Pour le compte du Childcare Resource and Research Unit, de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance et d'Un enfant Une place

Le 4 juin 2020

Un sondage en français et en anglais des garderies, des CPE et des services vde garde en milieu familial réglementés a été mené en ligne au Canada en avril et mai 2020. Ce sondage, rempli par les personnes responsables des garderies, des CPE et des services de garde en milieu familial, avait pour but de connaître les effets¹ de la pandémie de COVID-19 sur la prestation des services de garde, sur leurs finances et sur leurs préoccupations pour l'avenir. Le présent rapport présente les faits saillants des résultats préliminaires du sondage et dans un rapport distinct, nous fournirons des données qui dresseront un portrait plus détaillé de la situation. Quelque 6 564 répondantes et répondants nous ont transmis des sondages valides sur 8 300 installations, soit 5 729 garderies et CPE et 2 571 services de garde en milieu familial réglementés.

La pandémie de COVID-19 a donné à beaucoup de Canadiennes et de Canadiens un nouvel éclairage entourant les services éducatifs et de garde à l'enfance au pays en tant que services essentiels incontournables pour rebâtir une économie efficace. Par contre, le secteur canadien des services de garde a souffert de l'approche désordonnée, inégale et souvent moins que satisfaisante des gouvernements pour soutenir les services ainsi que les parents durant la pandémie. Les résultats préliminaires de notre sondage national mettent en relief des différences considérables entre la façon dont les provinces et les territoires ont répondu à la crise sanitaire sur le plan des politiques de services de garde, du personnel, des programmes de financement et des frais de garde. La pandémie a entraîné des difficultés semblables pour les services de garde et les parents dans les différentes régions du pays, mais notre sondage révèle que la manière dont ils s'en sont sortis dépend de l'endroit où ils se trouvaient au Canada.

Ce qui était fermé, ce qui était ouvert

72 % des garderies et des CPE étaient fermés dans l'ensemble du Canada.²

La plupart ou toutes les garderies/CPE étaient fermés dans huit provinces et territoires.

Le pourcentage des garderies et CPE fermés variait de 33 % en Sask. à 100 % en N.-É. et au Nunavut.

Seulement 39 % des services de garde en milieu familial réglementés étaient fermés dans l'ensemble du Canada.

Les services de garde en milieu familial réglementés étaient fermés pour la plupart dans quatre provinces.

Le pourcentage des services de garde en milieu familial fermés était de 15 % en Alberta et de 98 % à 99 % à Terre-Neuve-et-Labrador et en N.-É.

Les services de garde rouvriront-ils?

Une majorité de garderies et de CPE présentement fermés ont indiqué qu'ils rouvriraient certainement, mais une minorité substantielle a exprimé de l'incertitude à cet égard.

64 % rouvriront certainement

36 % étaient moins certains, notamment :

1 % demeureront certainement fermés

2 % demeureront probablement fermés

23 % rouvriront probablement

10 % sont incertains

La plupart des services de garde en milieu familial fermés présentement ont indiqué qu'ils rouvriront certainement, mais 38 % n'étaient pas certains de rouvrir.

62 % ont affirmé qu'ils « rouvriront certainement »

38 % étaient moins certains, notamment :

2 % demeureront certainement fermés

3,5 % demeureront probablement fermés

20 % rouvriront probablement

12,5 % sont incertains

1 Le sondage s'est penché sur la prestation des services, leur financement et leur viabilité future et non pas sur les aspects liés à la qualité des services, à la santé et à la sécurité, qui sont également des enjeux importants.

2. Au cours de la semaine de référence du 27 avril au 1er mai 2020.

Qui avait accès aux services de garde? Combien devaient payer les parents?

L'accès aux services de garde limité aux enfants des travailleuses et des travailleurs essentiels était plus courant dans les garderies et les CPE que dans les services de garde en milieu familial, les variations étant toutefois considérables d'une province et d'un territoire à l'autre.

74 % des garderies et des CPE ne recevaient que les enfants des travailleuses et des travailleurs essentiels. L'écart était de 35 % des garderies en Saskatchewan à 100 % des garderies à l'Île-du-Prince-Édouard et au Yukon.

24 % des services de garde en milieu familial ne recevaient que les enfants des travailleuses et des travailleurs essentiels. L'écart était de 12 % en Ontario et en Alberta à 100 % au N.-B.

“ [Mon personnel] ne peut pas vivre en travaillant des heures réduites et payées à 75 % dans une industrie ESSENTIELLE déjà sous-payée et sous-évaluée. ”

— Québec

Quelle est la situation du personnel?

Plus de 90 % du personnel mis à pied en garderie et en CPE s'étaient inscrits aux différents programmes d'aide fédéraux.

Dans 87 % des garderies/CPE, le personnel avait demandé la Prestation canadienne d'urgence (PCU)

Dans 64 % des garderies/CPE, le personnel s'était inscrit à l'Assurance-emploi (a.— e.)

Dans 3 % des garderies/ CPE, le personnel avait demandé le supplément du revenu pour les travailleurs à faible revenu.

Seulement 37 % des services de garde en milieu familial ont dit s'être inscrits aux programmes d'aide fédéraux.

63 % n'ont pas demandé de prestations fédérales 36 % ont demandé la PCU.

7 % se sont inscrites à l'a.- e.

2 % ont demandé le supplément de revenu pour les travailleurs à faible revenu.

Les parents qui étaient travailleurs essentiels payaient le plein tarif dans presque la moitié des garderies et CPE. Le fait que les parents travailleurs essentiels paient ou non des frais de garde dépendait surtout de la province ou du territoire qu'ils habitaient.

Dans 34 % des garderies/CPE, les parents travailleurs essentiels ne payaient pas de frais de garde

Dans 8 %, les parents travailleurs essentiels payaient un tarif réduit

Dans 49 %, les parents travailleurs essentiels payaient le plein tarif

9 % — autres

“ On doit continuer de militer pour un système universel de services de garde à l'enfance. Même si les parents n'ont pas à payer durant la pandémie, quand ils reviendront, beaucoup seront éprouvés financièrement, car ils n'auront pas travaillé et devront à nouveau payer des frais de garde exorbitants. ”

— Manitoba

71 % des garderies et des CPE à l'échelle du Canada ont mis à pied du personnel. La forme qu'ont prise les mises à pied dépend de la province et du territoire.

16 % moins de la moitié du personnel de première ligne

10 % plus de la moitié du personnel de première ligne

21 % tout le personnel de première ligne sauf la directrice ou le directeur

24 % tout le personnel, y compris la directrice ou le directeur

29 % aucun membre du personnel n'a été mis à pied

56 % des garderies en Alberta et 41 % de celles du N.-B. ont indiqué que tout le personnel avait été mis à pied; À Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et en N.-É., plus de 75 % des garderies n'avaient pas procédé à de mise à pied.

“ Le recrutement et la rétention du personnel demeurent un problème — la COVID ne fait que l'exacerber. ”

— Colombie-Britannique

Quelle est la situation financière des services de garde?

Plus des deux tiers des garderies et CPE, soit 68 %, ont indiqué que leur situation financière était pire qu'avant la COVID-19.

- 8 % incertains
- 3 % situation bien meilleure³
- 3 % situation légèrement meilleure
- 19 % situation à peu près semblable
- 29 % situation légèrement pire

“ *Nous avons eu du mal à déterminer quel soutien, le cas échéant, nous était offert en tant que service de garde en milieu familial réglementé. Nous avons l'impression de passer à travers les mailles des programmes d'aide qui étaient offerts.* ”

— Manitoba

La majorité des garderies/CPE (54 %) recevait moins de financement public qu'avant la COVID-19. Le financement dépendait de la province ou du territoire où ils se trouvaient.

- 27 % recevaient tout leur financement habituel
- 41 % recevaient une partie de leur financement habituel
- 13 % ne recevaient pas leur financement habituel
- 11 % recevaient plus que leur financement habituel⁴
- 8 % autres

En Alberta, 57 % des garderies ne recevaient aucune partie de leur financement habituel.

Dans six provinces et un territoire (T.-N.-L., Î.-P.-É., N.-É., N.-B., Québec, Sask. et Yukon), au moins 50 % des garderies et CPE recevaient tout leur financement habituel, voire plus.

“ *Il nous a fallu dix ans pour accumuler une réserve qui sera à sec dans trois mois.* ”

— Ontario

42 % des services de garde en milieu familial réglementés recevaient moins de financement public qu'avant la COVID-19.

- 37 % recevaient tout leur financement habituel
- 29 % recevaient une partie de leur financement habituel
- 13 % ne recevaient pas leur financement habituel
- 9 % recevaient plus que leur financement habituel
- 13 % autres

Une minorité de garderies et de CPE recevait chacun des programmes d'aide fédéraux au moment du sondage.

Quelques programmes d'aide fédéraux s'adressaient aux employeurs, aux petites entreprises et aux organismes communautaires.

- 36 % des garderies et CPE avaient demandé ou recevaient la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)
- 25 % avaient demandé ou recevaient des fonds du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.
- 3 % avaient demandé ou recevaient l'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial.
- 1 % avaient demandé ou recevaient l'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial.

“ *Déjà, on a tout le mal du monde à survivre, puis ajouter à cela toutes les règles de la COVID et le manque d'encadrement — en bout de piste, on se retrouve seuls et sans le sou.* ”

— Saskatchewan

4 % des garderies et des CPE ont affirmé que les prestations du gouvernement fédéral et le financement des provinces et des territoires pris ensemble répondaient entièrement à leurs besoins; 8 % ont indiqué que ces mesures ne répondaient pas du tout à leurs besoins.

- 8 % pas du tout
- 14 % — un peu
- 34 % assez
- 21 % en bonne partie
- 4 % — entièrement
- 19 % ne savaient pas

Les provinces qui comptaient le plus fort pourcentage de garderies/CPE affirmant que leurs besoins étaient entièrement satisfaits ou en bonne partie satisfaits par ces différents programmes de financement public étaient l'Île-du-Prince-Édouard (47 %), la C.-B. (36 %), le Manitoba (35 %) et le N.-B. (34 %).

³ Dans plusieurs provinces, des garderies qui n'étaient pas subventionnées auparavant ont reçu du financement durant la pandémie.

⁴ Certaines provinces ont payé les frais de garde des parents et ont versé le financement normalement consenti aux garderies ou elles leur ont fourni des fonds additionnels pour le nettoyage ou l'équipement.

Préoccupations pour l'avenir

93 % des garderies et des CPE ont exprimé de nombreuses préoccupations quant à leur réouverture; seulement 2 % n'étaient pas inquiets. Les préoccupations les plus courantes dans l'ensemble du Canada : les coûts liés aux mesures de santé et de sécurité attribuables à la COVID-19 et à la baisse de fréquentation et les problèmes de dotation.

- 88 % coûts liés aux mesures de santé et de sécurité attribuables à la COVID-19
- 85 % coûts liés à la baisse de fréquentation
- 65 % problèmes de dotation
- 59 % coûts liés à la réouverture
- 40 % absence de fonds de réserve
- 33 % retour au financement d'avant la COVID-19
- 2 % réouverture peu probable
- 2 % aucune de ces réponses

Une majorité de responsables de services de garde en milieu familial éprouvaient aussi beaucoup d'inquiétude en rapport au long terme.

- 65 % mesures de santé et de sécurité attribuables à la COVID-19
- 67 % baisse de fréquentation
- 27 % retour au financement insuffisant d'avant la COVID-19
- 10 % réouverture peu probable
- 10 % aucune de ces réponses

“ Nous sommes une présence précieuse dans ces communautés rurales depuis 46 ans, le seul organisme de services de garde réglementés, mais je crains pour l'avenir. ”

— Ontario

Les services de garde en milieu familial partageaient les mêmes inquiétudes entourant leur réouverture. Leurs principales préoccupations étaient également les coûts liés aux mesures de santé et de sécurité et à la baisse de fréquentation.

- 74 % baisse de fréquentation
- 68 % mesures de santé et de sécurité attribuables à la COVID-19
- 32 % coûts liés à la réouverture
- 23 % retour au financement d'avant la COVID-19
- 10 % réouverture peu probable
- 8 % aucune de ces réponses

“ Le manque d'information claire a été époustouflant et épuisant, provoquant chez de nombreuses responsables de garde beaucoup de découragement et de frustration. Je pense qu'elles seront nombreuses en tout et partout à quitter le domaine! ”

— Saskatchewan

La plupart des garderies et CPE demeuraient inquiets au sujet de leur fonctionnement à long terme – soit six mois après leur réouverture.

- 82 % coûts liés aux mesures de santé et de sécurité attribuables à la COVID-19
- 73 % coûts liés à la baisse de fréquentation
- 62 % problèmes de dotation
- 41 % absence de fonds de réserve
- 36 % retour au financement insuffisant d'avant la COVID-19
- 2 % réouverture peu probable
- 4 % aucune de ces réponses

Remerciements

L'aide de nombreuses personnes et de plusieurs organisations nous a été précieuse pour la réalisation de ce sondage. Nous sommes très reconnaissants à l'endroit des quelque 7 266 garderies, CPE et services de garde en milieu familial réglementés qui ont pris le temps de répondre à notre sondage. Nous remercions aussi sincèrement le grand nombre d'organisations de services de garde à l'enfance et de fonctionnaires provinciaux, territoriaux et municipaux qui nous ont aidés à distribuer et promouvoir le sondage. Enfin, nos remerciements à Jane Beach pour son apport précieux à l'élaboration du sondage et à l'analyse de ses résultats. Nos remerciements à Jocelyne Tougas pour sa translation



La pandémie a créé un avenir incertain pour les services de garde à l'enfance au Canada : Faits saillants d'un sondage national

Martha Friendly, Barry Forer et Rachel Vickerson
Le 4 juin 2020 Toronto : Childcare Resource and Research Unit, Ottawa : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, Ottawa : Un enfant Une place